

Cl Rwanda

Mercredi 29 Juin 1994

SITUATION AU RWANDA

Participaient à ce conseil restreint, présidé par le
Président de la République :

M. BALLADUR
M. JUPPE
M. ROUSSIN

Premier ministre
Ministre des affaires étrangères
Ministre de la coopération

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

M. VEDRINE
Général QUESNOT
M. DELAYE

Secrétaire général
Chef de l'état-major particulier
Conseiller

CABINET DU PREMIER MINISTRE

M. BAZIRE
Général COURTHIEU

Directeur du cabinet
Chef du cabinet militaire

SECRETARIAT GENERAL DE LA DEFENSE NATIONALE

Général LERCHE

Secrétaire général

MINISTERE DE LA DEFENSE

Amiral LANXADE
Mr LEPINE

Chef d'état-major des armées
Directeur du cabinet

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

M. DUFOURCO

Secrétaire général

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

M. DENOIX DE SAINT MARC

Secrétaire général

- oOo -

SECRETARIAT

Vice-amiral de LUSSY

Etat-major particulier

CONFIDENTIEL DEFENSE
R W A N D A

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Monsieur le ministre de la Coopération ?

MINISTRE DE LA COOPERATION

Je n'ai pas d'informations sur ce qui se passe sur le terrain mais je rentre de Libreville où étaient rassemblés les chefs d'Etat de la zone franc. J'y ai exposé la politique de la France au Rwanda. Dans le communiqué final, les chefs d'Etat ont soutenu l'opération humanitaire de la France et lancé un appel aux états africains pour qu'ils accroissent leur participation à la MINUAR.

J'ai obtenu des engagements du Niger (une compagnie), du Mali, du Congo (une compagnie), de la Mauritanie (40 hommes) et de la Guinée Bissao (40 hommes). Nous sortons du tête à tête franco-sénégalais. Ils ont donné leur accord pour participer à la MINUAR II.

En ce qui concerne le franc CFA, le climat est moins oppressant qu'à Ouagadougou. Le dialogue doit être conduit avec le F.M.I. et la Banque Mondiale. La France interviendra pour accélérer certains décaissements. La situation reste préoccupante mais n'est plus critique.

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

La ligne de front entre les F.A.R. et le F.P.R. est à peu près stable. Mais Kigali devrait tomber dans les jours qui viennent. Après, les F.A.R. se retireront en bon ordre ou s'effondreront. La poussée du F.P.R. provoquera un exode hutu, la fuite des populations vers l'Ouest.

Notre dispositif est en place. Environ 1.800 personnes sont déployées au Zaïre. Nous poursuivons des reconnaissances et un effort de stabilisation dans la zone proche de la frontière. Nous avons trouvé des camps de réfugiés tutsis, nous avons évacué une communauté religieuse. Les affrontements continuent entre milices hutues et maquis tutsis. Nous cherchons comment éviter la reprise des massacres.

La cellule humanitaire est arrivée à Goma et 40 tonnes d'aide ont été délivrées. Nous allons permettre aux organisations humanitaires de poursuivre leur action. Les problèmes sont concentrés dans le sud-ouest du territoire (Butare, Gikongoro) où plusieurs milliers de hutus sont en difficulté.

Les Belges vont déployer un élément médical à Cyangugu, pas au Zaïre.

La grosse interrogation est de savoir ce que fera le F.P.R. après Kigali.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Que se passe-t-il en zone tutsie ?

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Ils ont fait le vide. Les Hutus ont fui vers la Tanzanie et l'Ouganda. La zone tutsie devient un Tutsiland.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Il n'y a pas de journalistes en zone F.P.R. Sait-on s'il y a des massacres ?

CONFIDENTIEL DEFENSE

CONFIDENTIEL DEFENSE

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Oui, sans doute, et d'une certaine ampleur si on en juge par les cadavres du Lac Victoria.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Historiquement, la situation a toujours été périlleuse. Avant l'assassinat du Président Habyarimana on ne m'avait pas signalé de drames à l'intérieur du pays. Son assassinat a créé des réflexes de peur et a déchaîné les massacres. La faction extrémiste hutue, dont certains responsables étaient dans l'avion du président, se sont livrés à d'inexcusables représailles.

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Le Président Habyarimana avait de la peine à la contrôler.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

La presse tranche un peu vite ces problèmes complexes.

PREMIER MINISTRE

Je pense qu'il conviendrait de donner suite aux propositions du ministre de la Coopération et de faire acter les engagements africains pour la MINUAR II.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Oui, mais nous ne devons pas nous substituer à l'O.N.U. Nous avons donné l'élan. Nous ne pouvons pas nous charger de la suite.

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES

Pour moi, il y a deux questions :

- Comment accélérer l'arrivée de la MINUAR ?

- Si Kigali tombe et que le front cède, que faisons-nous ?

Nous serons confrontés à un afflux de réfugiés vers l'ouest et nous serons au contact avec le F.P.R. Alors, devons-nous nous interposer, rester en créant des zones de sécurité ou nous retirer ?

Il n'est pas acceptable d'approuver un régime exclusivement tutsi. Il faut rester en liaison avec le F.P.R. qui ne peut imaginer une main-mise totale sur le pays. Nous avons des contacts avec nos partenaires, l'O.U.A. et l'O.N.U. pour qu'ils convainquent le F.P.R. d'engranger sa victoire mais de ne pas aller jusqu'au bout. Il faut pousser à la reprise du dialogue politique.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Le F.P.R. devrait hésiter à aller plus loin. Les Tutsis pourraient se couper de leurs bases.

CHEF D'ETAT-MAJOR DES ARMEES

Les F.A.R. pourraient se débâter mais créer un réduit au nord-ouest. Le problème serait alors au sud, avec 3 à 4 millions de réfugiés.

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Merci. La séance est levée.

CONFIDENTIEL DEFENSE